

C'est la rentrée... marquée par son lot habituel de difficultés mais aussi d'espoirs dans une amélioration de la situation sociale et économique. La quatrième rentrée depuis l'accession de François Hollande à l'Élysée... mais sans remise en question des orientations qui ont conduits à l'échec. L'envolée du chômage, 650 000 demandeurs supplémentaires depuis 2012, pas plus que celle de la dette publique, 2 089 milliards d'euros au premier trimestre 2015 (+ 4,5 % sur un an), ne semblent perturber la trajectoire libérale tracée contre vents et marées. Le tout accompagné d'une croissance nulle et de prévisions plus que modestes : + 1,5 % en 2016.

Il s'agit de « faire diminuer le chômage suffisamment longtemps pour que ce soit suffisamment crédible », expliquait encore récemment le chef de l'État. Plus personne n'y croit.

Durant cet été, notre solidarité est allée aux éleveurs, victimes de la baisse des prix imposé par la grande distribution, aux réfugiés chassés de leur pays par les guerres, aux grecs qui subissent le joug de l'Europe libérale mais d'autres sujets d'inquiétude se profilent : au premier rang, les orientations budgétaires qui seront présentées.

En privilégiant la gestion libérale à toute tentative, même modeste, de transformation, François Hollande est aujourd'hui dans l'impasse. Ses partenaires habituels s'éloignent. La conférence mondiale sur les changements climatiques (COP21) à Paris suscite de grandes attentes compte tenu des risques que le dérèglement climatique fait peser sur la vie future de milliards d'individus. Il faudra être au rendez-vous.

Nous formons aussi le vœu que cette rentrée soit l'occasion d'une réorientation des vingt milliards restants du pacte de croissance et de responsabilité vers l'investissement et donc l'emploi plutôt qu'en nouveaux cadeaux fiscaux pour le patronat et enfin, de l'affirmation d'une alternative à gauche.